



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 5 août 2014

Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2014

Des résultats T2-14 hors exceptionnels solides :

Groupe Crédit Agricole : 1 694 m€ - Crédit Agricole S.A. : 1 003 m€

- nouveau renforcement du ratio CET1
- bonne activité commerciale
- poursuite de la baisse du coût du risque

Des résultats impactés par la situation du BES

Groupe Crédit Agricole*

Ratio CET1 Bâle 3 non phasé au 30 juin 2014 : 12,3% (11,7 % fin mars 14)

RNPG T2-14 : 705 millions d'euros (vs 1 385 m€ au T2-13)

RNPG S1-14 : 2 125 millions d'euros (vs 2 410 m€ au S1-13)

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%.

Crédit Agricole S.A.

Ratio CET1 Bâle 3 non phasé au 30 juin 2014 : 9,9% (9,0% fin mars 14)

RNPG T2-14 normalisé : 1 003 millions d'euros

Impact des éléments spécifiques** : -278 millions d'euros

Impact BES : -708 millions d'euros

RNPG T2-14 : 17 millions d'euros

RNPG S1-14: 885 millions d'euros (vs 1 167 m€ au S1-13)

PNB des pôles métiers : +2,1% /T2-13

Stabilité des frais généraux

Baisse du coût du risque : -19,6% /T2-13

** CVA, DVA, FVA, spread émetteur, CPM

Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du groupe du groupe Crédit Agricole atteint 705 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Sur le semestre, il s'élève à 2 125 millions d'euros, en baisse de 11,8% par rapport au premier semestre 2013.

Des montants significatifs d'éléments spécifiques ont affecté le résultat ce trimestre. Le résultat normalisé, hors ces éléments, s'élève à 1 694 millions d'euros. Ce bon résultat provient d'une activité commerciale bien orientée dans les différents pôles-métiers malgré un environnement économique toujours atone et d'une poursuite de la réduction du coût du risque. Ainsi, le produit net bancaire progresse de 2,4% et le coût du risque baisse de 23,1% par rapport au deuxième trimestre 2013.

La situation de la banque portugaise BES a conduit Crédit Agricole à ramener la valeur de sa participation à zéro dans cette banque, mesure complétant la prise en compte des pertes du trimestre annoncées le 30 juillet ; l'impact en résultat de ces deux facteurs est -708 millions d'euros. Ainsi, après prise en compte des éléments comptables spécifiques (spread émetteur,...) pour un total de -281 millions d'euros, le RNPG s'élève à 705 millions d'euros contre 1 385 millions d'euros au deuxième trimestre 2013.

Après une année 2013 marquée par une croissance forte des revenus et des résultats, qui constituent de ce fait une base de référence élevée, les Caisses régionales ont poursuivi le développement de leurs activités dans un marché toujours peu porteur, la morosité économique s'ajoutant au contexte réglementaire défavorable.

Leurs encours de collecte atteignent 594 milliards d'euros à fin juin 2014 (+3,0% en un an), dont 346 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 2,8% sur un an ; les encours de collecte hors bilan sont en hausse de 3,5%, bénéficiant de la hausse des encours d'assurance-vie à +4,6%.

Leurs encours de crédit, à 399 milliards d'euros au 30 juin 2014, progressent de 1,0% sur un an, bénéficiant de la hausse de 2,6% des encours de crédit à l'habitat

Le résultat net des Caisses régionales atteint 892 millions d'euros sur le deuxième trimestre (-5,3% par rapport au trimestre correspondant de 2013) et 1 809 millions d'euros sur le premier semestre (-1,7%).

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., « avec près de 489 milliards d'euros de crédits distribués par les Caisses régionales et LCL, le groupe Crédit Agricole est le premier financeur de l'économie. Il joue un rôle primordial pour le retour de la croissance en France. »

Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., « les résultats du second trimestre confirment les tendances des trois premiers mois de l'année. Malgré la situation du BES et ses effets sur nos comptes trimestriels, le Groupe avance conformément à la trajectoire fixée lors de l'annonce de notre plan à moyen terme en mars dernier en s'appuyant sur ses forces et sa solidité financière, tout en poursuivant ses efforts de réduction des charges. »

Au cours du deuxième trimestre 2014, la structure financière du Groupe s'est renforcée de manière significative.

Les réserves de liquidité couvrent largement (176%) l'endettement court terme brut et le ratio LCR du Groupe dépasse 110%.

Le programme 2014 d'émissions senior sur le marché, d'un montant global de 10 milliards d'euros, est intégralement réalisé à fin juin.

En termes de solvabilité, le ratio *Common Equity Tier 1 full* Bâle 3 non phasé du Groupe atteint 12,3% à fin juin 2014, en hausse de 60 points de base par rapport à fin mars 2014. Cette forte progression repose sur le modèle économique du Groupe (accumulation de résultats et réinvestissement des dividendes), l'accroissement des plus-values latentes enregistrées en fonds propres et la poursuite des plans d'actions engagés depuis trois ans (cession d'activités, baisse des emplois pondérés).

Le ratio conglomérat (calculé sur fonds propres globaux phasés) s'établit à 185% au 30 juin 2014.

Le ratio de levier phasé du groupe Crédit Agricole s'élève à 4,1 % à fin juin 2014, selon les modalités de la CRD4, et à 4,8% selon le texte du Comité de Bâle.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 4 août 2014, a examiné les comptes du deuxième trimestre et du premier semestre 2014.

Le résultat net part du Groupe normalisé de Crédit Agricole S.A. au deuxième trimestre 2014 s'élève à 1 003 millions d'euros. Il est impacté à hauteur de -708 millions d'euros par la situation de la banque portugaise BES, dont la valeur nette comptable a été ramenée à zéro dans les livres de Crédit Agricole S.A.. En outre, les impacts comptables récurrents (dont la première application du *Funding Valuation Adjustment* – FVA) s'élèvent ce trimestre à -278 millions d'euros. Le résultat normalisé de 1 003 millions d'euros est ramené à 17 millions d'euros compte tenu de ces éléments.

Trois principaux facteurs expliquent le niveau élevé du résultat normalisé de Crédit Agricole S.A. : une bonne activité commerciale, en particulier dans la gestion de l'épargne et de l'assurance ainsi qu'en banque de financement et d'investissement, la maîtrise des charges et la poursuite de la baisse du coût du risque.

Les métiers de la banque de proximité maintiennent, dans un environnement peu porteur, un bon niveau d'activité avec une collecte bilan progressant de 2,3% par rapport au niveau atteint fin juin 2013 et un encours de crédit en hausse de 0,9% sur la même période.

Les actifs gérés par l'ensemble des métiers de la gestion de l'épargne et de l'assurance progressent de près de 92 milliards d'euros sur un an. Sur le seul premier semestre 2014, la hausse est de 54,6 milliards d'euros dont une collecte nette de 15,6 milliards d'euros.

La banque de financement et d'investissement enregistre une hausse de ses revenus de +8,8%¹ trimestre sur trimestre, bénéficiant en particulier d'une activité « *credit & rates* » dynamique et de la participation à des opérations significatives de fusions et acquisitions.

Les programmes de réduction des coûts se traduisent par des résultats tangibles : ainsi le programme MUST, dont l'objectif est d'atteindre 650 millions d'euros à fin 2016, a permis de réaliser, depuis son lancement en 2012, des économies cumulées de 415 millions d'euros, dont 64 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

Ce trimestre confirme la poursuite de la baisse du coût du risque rapporté aux encours (52 points de base, soit 7 points de base de moins en un an). Cette tendance se retrouve notamment dans la banque de proximité en France, où le coût du risque sur encours ressort à 22 et 23 points de base respectivement dans les Caisses régionales et chez LCL, contre 29 points de base au deuxième trimestre 2013. Dans la banque de proximité à l'international, il s'établit à 131 points de base sur encours. Dans le domaine du crédit à la consommation, le coût du risque poursuit sa baisse, en particulier dans la filiale italienne Agos Ducato. Dans la banque de financement, le coût du risque reste à un niveau très modéré depuis de nombreux trimestres.

Sur le premier semestre 2014, le résultat net part du Groupe s'élève à 885 millions d'euros, en baisse de 24,0% sur le résultat du premier semestre 2013.

La solidité financière de Crédit Agricole S.A. s'est encore renforcée avec un ratio CET1 non phasé de 9,9% à fin juin 2014 contre 9,0% à fin mars 2014. Le ratio conglomérat (calculé sur fonds propres globaux phasés) s'élève à 242% au 30 juin 2014.

¹ Retraité du DVA courant, du FVA Day One, de l'évolution de la méthodologie CVA/DVA et des couvertures de prêts

Responsabilité sociale et environnementale

Le Crédit Agricole dispose de nombreux atouts lui permettant de prendre part de façon soutenue et dynamique au financement de la transition énergétique sur l'ensemble des territoires.

Avec plus de 2 milliards d'euros de financements des énergies renouvelables et plus de 2 100 MW installés au 31 décembre 2013, ce sont environ 30% du parc photovoltaïque français, 25% du parc éolien et 70% des installations de méthanisation que le Crédit Agricole a financés. Également leader du marché des *Green Bonds* et de l'Investissement Socialement Responsable (ISR), le Crédit Agricole a profité de sa participation à la Conférence Bancaire et Financière sur la Transition Énergétique le 23 juin dernier pour formuler des propositions sur ces sujets, dont un dispositif réglementaire et fiscal encourageant les *Green Bonds* et une redéfinition des règles de l'Eco Prêt à Taux Zéro pour relancer sa distribution par les banques.

Les enjeux et défis posés par la transition énergétique ont ainsi trouvé un écho renouvelé au sein du Crédit Agricole depuis la mise en place, en 2010, du domaine d'Excellence « Économie de l'Énergie et de l'Environnement ». Cela illustre la volonté du Groupe d'intensifier son engagement et d'innover au service du financement des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de la mobilité durable et de la protection de la biodiversité.

Agenda financier

6 novembre 2014	Publication des résultats du troisième trimestre 2014
18 février 2015	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2014
6 mai 2015	Publication des résultats du premier trimestre 2015
20 mai 2015	Assemblée Générale
4 août 2015	Publication des résultats du deuxième trimestre et de l'année 2015
5 novembre 2015	Publication des résultats du troisième trimestre 2015

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2*	S1-14	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	3 934	(6,1%)	7 946	+1,2%
Charges d'exploitation	(2 772)	+ 0,3%	(5 486)	(0,5%)
Résultat brut d'exploitation	1 162	(18,5%)	2 460	+5,3%
Coût du risque	(534)	(19,6%)	(1 124)	(19,9%)
Résultat d'exploitation	628	(100,0%)	1 336	(24,0%)
Sociétés mises en équivalence	(387)	ns	89	(86,1%)
Gains/pertes sur autres actifs	3	x2,6	8	(40,0%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	244	(76,4%)	1 433	(9,6%)
Impôt	(132)	(45,7%)	(354)	+ 38,4%
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	7	ns	6	(57,4%)
Résultat net de l'exercice	119	(84,9%)	1 085	(19,2%)
Participations ne donnant pas le contrôle	102	+10,6%	200	+12,1%
Résultat net part du Groupe	17	(97,5%)	885	(24,0%)

* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

Le **produit net bancaire** atteint 3 934 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 et 7 946 millions d'euros au premier semestre 2014. Il intègre des éléments spécifiques représentant globalement pour le deuxième trimestre 2014 -431 millions d'euros, à comparer à -32 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. Ces éléments sont composés du *spread* émetteur de Crédit Agricole CIB et celui lié aux contrats d'assurances en UC dans le pôle Activités hors métiers ainsi que du DVA running, du FVA Day 1 (première application au deuxième trimestre 2014) et des couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement. Hors ces éléments spécifiques, le produit net bancaire progresse de 4,9% par rapport au deuxième trimestre 2013.

Les charges d'exploitation, à 2 772 millions d'euros, sont stables par rapport au deuxième trimestre 2013 (+ 0,3%) compte tenu des premières dépenses comptabilisées sur le projet de transformation de LCL (+ 6 millions d'euros). Les économies réalisées au deuxième trimestre 2014 dans le cadre du programme MUST s'élèvent à 28 millions d'euros, portant celles-ci à 415 millions d'euros depuis le lancement du programme en 2012, sur un objectif 2016 de 650 millions d'euros. Au total, le coefficient d'exploitation s'établit à 70,5% au deuxième trimestre 2014.

Le coût du risque reste désormais modéré : à 534 millions d'euros, il est en baisse de 19,6% par rapport au deuxième trimestre 2013, bénéficiant notamment de la réduction enregistrée chez Agos Ducato. Le provisionnement dans cette filiale de crédit à la consommation s'établit à 149 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, à comparer à 224 millions au deuxième trimestre 2013 et 163 millions d'euros au premier trimestre 2014. Le coût du risque baisse également dans l'ensemble des filiales à l'exception de Cariparma où il s'établit à 103 millions d'euros, proche de la moyenne des trimestres précédents.

Rapporté aux encours, le coût du risque s'établit à 52 points de base, en données annualisées, à comparer à 59 points de base au deuxième trimestre 2013 et 60 points de base au premier trimestre 2014. Dans la banque de proximité, l'évolution est conforme aux attentes chez LCL (23 points de base contre 29 points de base au deuxième trimestre 2013) ; chez Cariparma, il reste élevé, progressant de 4,4% au deuxième trimestre 2014 par rapport au

même trimestre de l'année précédente. Dans la banque de financement et d'investissement, le coût du risque reste faible. Le coût du risque sur encours de la banque de financement s'élève à 16 points de base.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle et hors opérations internes au Crédit Agricole et créances rattachées) atteint 15,9 milliards d'euros et représente 4,0% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, stable par rapport au deuxième trimestre 2013¹. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 54,1%, à comparer à 57,6% au 30 juin 2013². Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 71,1% au deuxième trimestre 2014.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'établit à -387 millions d'euros et intègre ce trimestre une contribution négative du BES à hauteur de -708 millions d'euros (-502 millions d'euros au titre de la quote-part de résultat mise en équivalence et pour -206 millions d'euros pour dépréciation du solde de la participation). La contribution des Caisses régionales s'élève à 235 millions d'euros dont 232 millions d'euros de résultat net mis en équivalence, en baisse limitée de 1,2% sur un an. La variation de quote-part dans les réserves s'établit quant à elle à 3 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 à comparer à 21 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 en raison de la calendarisation différente entre 2013 et 2014 des assemblées générales des Caisses régionales, moins nombreuses au deuxième trimestre 2014 qu'au deuxième trimestre 2013. Au total, la contribution des Caisses régionales s'établit donc à 235 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, en baisse de 8,0% par rapport au deuxième trimestre 2013.

Le **résultat avant impôt** s'élève ainsi à 244 millions d'euros, contre 1 032 millions d'euros au deuxième trimestre 2013.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le deuxième trimestre 2014 un profit de 17 millions d'euros, pénalisé par la prise en compte de la contribution négative du BES à hauteur de 708 millions d'euros. Après retraitement du *spread* émetteur, du DVA courant, de la première application du FVA et des couvertures de prêts ainsi que l'impact du BES, le résultat ressort à 1 003 millions d'euros, à comparer à un résultat retraité de 682 millions d'euros au deuxième trimestre 2013².

LA SOLVABILITE

Au 30 juin 2014, le ratio CET1 non phasé s'établit à 9,9%, à comparer à 9,0% au 31 mars 2014, en amélioration de 90 points de base sur la période. Cette augmentation résulte à la fois de la hausse du capital CET1 de 1,7 milliard d'euros et de la diminution de 7,7 milliards des emplois pondérés qui s'établissent ainsi à 291,3 milliards d'euros à fin juin.

La progression du capital CET1 est liée notamment à la forte variation des plus-values latentes de +0,6 milliard d'euros (soit +20 points de base) du fait de la persistance de taux bas, à l'impact du résultat hors BES (+26 points de base), et au paiement en actions du dividende 2013 retenu par plus de 85% des actionnaires (+9 points de base pour la part hors Groupe) alors que la baisse des emplois pondérés résulte essentiellement de la cession d'entités prévues dans le Plan Moyen Terme (sortie du périmètre de Newedge, BNI Madagascar et CA Bulgarie) qui génère une économie de 5,8 milliards d'emplois pondérés. Le BES n'a pas d'impact sur les ratios de Crédit Agricole S.A., la moindre déduction des fonds propres de la valeur de la participation compensant son impact en résultat.

Par ailleurs une émission d'AT1 de 1,6 milliard d'euros a été réalisée en avril 2014.

¹ Pro forma des reclassements en IFRS5 : Crelan, Newedge, CA Bulgarie et entités nordiques de CACF, CAL Hellas et CA Immobilier au 30/6/2013 ; Crelan et CAL Hellas au 31/12/2013

² Hors spreads émetteur, DVA running et couverture de prêts

LA LIQUIDITE

Les réserves de liquidité après décote couvrent 176% de l'endettement court terme brut contre 160% au deuxième trimestre 2013. Elles s'élèvent à 232 milliards d'euros au 30 juin 2014. Le ratio LCR du Groupe est supérieur à 110% à la même date.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 21,5 milliards d'euros de dette senior dans le marché et les réseaux au cours du premier semestre 2014. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé 10 milliards d'euros au cours du premier semestre 2014, dont 5,5 milliards d'euros sur le deuxième trimestre, atteignant ainsi 100% de son plan annuel. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a réalisé en janvier et en avril 2014 deux émissions d'*Additional Tier 1*, l'une pour 1,75 milliard de dollars US, et l'autre pour 1 milliard d'euros et 0,5 milliard de livres sterling.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2	S1-14	Variation S1/S1
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)	232	(1,2%)	461	+2,7%
Variation de quote-part dans les réserves	3	(83,4%)	152	+1,7%
Quote-part de résultats des mises en équivalence	235	(8,0%)	613	+2,4%

Les Caisses régionales poursuivent le développement de leurs activités dans un marché toujours peu porteur, la morosité économique s'ajoutant au contexte réglementaire défavorable.

Les encours de collecte atteignent 594 milliards d'euros à fin juin 2014 (+3,1% en un an), dont 346 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 2,8% sur un an. Par rapport à fin juin 2013, la croissance de la collecte bilan est tirée par les livrets (+4,2%) et les dépôts à vue (+4,1%), les encours d'épargne logement progressant pour leur part de 3,6% ; seuls les comptes et dépôts à terme enregistrent une baisse sur cette période, -1,5%. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une hausse de 3,5% entre juin 2013 et juin 2014, bénéficiant de la hausse des encours d'assurance-vie, +4,6%, et des titres, +3,7%.

Les encours de crédit s'élèvent à 399 milliards d'euros au 30 juin 2014, en progression de 1,0% sur un an. Ils reflètent des évolutions contrastées selon les marchés. Les encours de crédit à l'habitat progressent de 2,6% par rapport à juin 2013, tandis que le crédit à la consommation et les prêts aux petites et moyennes entreprises et professionnels sont en recul de respectivement 4,8% et 1,7%.

Le ratio crédit/collecte¹ s'établit à 116% à fin juin 2014, stable par rapport à celui de fin décembre 2013.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupes) s'établit à 3,4 milliards d'euros pour le deuxième trimestre 2014. Il enregistre une baisse de 3,1% par rapport au niveau élevé du deuxième trimestre 2013 qui bénéficiait de l'impact positif des rachats et remboursements anticipés de prêts, s'ajoutant à la baisse du coût de la collecte clientèle et des coûts de refinancement ; les commissions progressaient en outre dans tous les compartiments. Par comparaison, le deuxième trimestre 2014 est affecté par la permanence des taux bas et l'aplatissement de la courbe des taux qui pèsent sur la marge d'intermédiation. De plus, les commissions sont affectées par le contexte réglementaire défavorable : elles diminuent de 4,3% au deuxième trimestre 2014 par rapport au deuxième trimestre 2013, baisse provenant essentiellement des commissions sur gestion de comptes et moyens de paiements qui reculent de 12,7%. Après un bon premier trimestre 2014, les commissions d'assurance sont en retrait au deuxième trimestre, pour progresser légèrement sur l'ensemble du semestre (+0,6% par rapport au premier semestre 2013).

Les charges d'exploitation enregistrent une hausse de 2,1% par rapport au deuxième trimestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, le coût du risque sur encours est en baisse sensible, à 22 points de base contre 29 points de base en juin 2013 et 31 points de base au premier trimestre 2014 ; il s'établit à -199 millions d'euros

¹ Méthodologie révisée à compter de mars 2014 ; décembre 2013 pro forma, intégrant les refinancements (BEI, CDC) et les UC obligataires en ressources clientèle ; crédits clientèle nettes des provisions individuelles

pour la période, soit - 32,1% par rapport au deuxième trimestre 2013. L'encours total de provisions constituées au 30 juin 2014 représente 106,1% des créances dépréciées, contre 105,9% à fin juin 2013. Le taux de créances dépréciées est stable à 2,5% des encours bruts.

Le résultat d'exploitation s'établit à 1 321 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, à comparer à 1 377 millions d'euros au deuxième trimestre 2013.

La variation de quote-part dans les réserves ressort à 3 millions au deuxième trimestre 2014, après 149 millions au premier trimestre 2014, à comparer à 21 millions au deuxième trimestre 2013. Pour le semestre dans son ensemble, elle progresse ainsi de 1,7% par rapport au premier semestre 2013. En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 235 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 contre 256 millions au deuxième trimestre 2013, et 613 millions pour le premier semestre 2014, en hausse de 2,4% par rapport au premier semestre 2013.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2	S1-14	Variation S1/S1
Produit net bancaire	935	(2,6%)	1 891	(2,2%)
Charges d'exploitation	(640)	+1,3%	(1 259)	+1,1%
Résultat brut d'exploitation	295	(10,0%)	632	(8,4%)
Coût du risque	(55)	(19,7%)	(125)	(20,6%)
Résultat d'exploitation	240	(7,5%)	507	(4,7%)
Gains/pertes sur autres actifs	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	240	(7,5%)	507	(5,7%)
Impôt	(87)	(3,5%)	(184)	(1,7%)
Résultat net de l'exercice	153	(9,7%)	323	(7,9%)
Participations ne donnant pas le contrôle	8	(8,4%)	16	(7,5%)
Résultat net part du Groupe	145	(9,7%)	307	(7,9%)

LCL continue de soutenir l'économie en accompagnant les particuliers dans le financement de leurs projets. Le deuxième trimestre 2014 continue à s'inscrire dans les tendances des trimestres précédents, associant la hausse de la collecte à un développement maîtrisé des crédits.

Les encours de crédit progressent ainsi de 0,9% sur un an et s'élèvent à 89,8 milliards d'euros au 30 juin 2014. Cette croissance est soutenue par les crédits à l'habitat qui, à 57,0 milliards d'euros, progressent de 3,0% sur un an.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources clientèle atteignent 165,1 milliards d'euros, en hausse de 2,7% sur un an. Ainsi, les encours de collecte hors bilan augmentent de 3,6% sur un an, notamment grâce à la collecte sur l'assurance-vie (+5,4% sur la période). Les encours de bilan, pour leur part, sont en hausse de 1,8% sur un an, tirés par la progression des dépôts à vue (+8,3%).

Le ratio crédit/collecte s'établit à 110% à fin juin 2014, un niveau stable par rapport au 31 mars 2014.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 935 millions d'euros, en baisse de 2,6% par rapport au deuxième trimestre 2013. Ceci s'explique par la baisse de la marge d'intérêts de 4,1% sur un an, en raison notamment du contexte de taux bas et de l'impact des rachats et remboursements anticipés qui avaient connu un pic aux deuxième et troisième trimestres 2013. En revanche, les commissions restent stables, malgré l'effet notamment des nouvelles dispositions de la Loi bancaire. La progression des commissions sur gestion mobilière (+4,1% par rapport au deuxième trimestre 2013) et sur assurances (+3,2% sur la même période) compense ainsi le recul sur la gestion de compte et les moyens de paiement.

Les frais généraux restent maîtrisés. Ils affichent une hausse de 0,4% par rapport au deuxième trimestre 2013, avant les dépenses liées au Plan Moyen Terme. Ces dernières, liées au projet d'entreprise, s'élèvent à 6 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 après 5 millions d'euros au premier trimestre. Le coefficient d'exploitation est en hausse de 2,7 points par rapport au deuxième trimestre 2013, et s'établit à 68,5% sur le deuxième trimestre 2014.

Le coût du risque est en baisse de 19,7% par rapport au deuxième trimestre 2013. Il témoigne d'une poursuite de l'amélioration du risque sur tous les marchés. Le taux de créances dépréciées sur encours ressort à 2,4%, stable par rapport à juin 2013. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) atteint 74,0% contre 74,5% au 30 juin 2013. Le coût du risque sur encours s'élève à 23 points de base sur le deuxième trimestre 2014, contre 29 points de base au deuxième trimestre 2013.

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 145 millions d'euros, en baisse de 9,7% par rapport au deuxième trimestre 2013. Il s'élève à 307 millions d'euros pour les six premiers mois de l'année.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de -602 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 contre un profit de 25 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. Il intègre les conséquences de la situation du BES, qui génèrent notamment un impact de -708 millions d'euros en quote-part de sociétés mises en équivalence (-502 millions d'euros de quote-part de résultat du BES et -206 millions de dépréciation du solde de la valeur de la participation dans le BES). Au premier semestre 2014, le résultat net part du Groupe s'élève à -584 millions d'euros contre un profit de 53 millions d'euros au premier semestre 2013.

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2	S1-14	Variation S1/S1
Produit net bancaire	668	+9,4%	1 360	+13,0%
Charges d'exploitation	(362)	(3,6%)	(730)	(3,9%)
Résultat brut d'exploitation	306	+30,1%	630	+41,9%
Coût du risque	(142)	+19,1%	(400)	+26,9%
Résultat d'exploitation	164	+41,5%	230	+78,6%
Sociétés mises en équivalence	(707)	X16,2	(719)	X17,2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	ns	(2)	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	(545)	ns	(491)	ns
Impôt	(47)	+74,7%	(70)	x2,5
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	14	x7,6	14	+36,2%
Résultat net de l'exercice	(578)	ns	(547)	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	24	(2,4%)	37	+36,3%
Résultat net part du Groupe	(602)	ns	(584)	ns

Contribution de Cariparma aux résultats de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2	S1-14 ¹	Variation S1 ¹ /S1 ²
Produit net bancaire	416	+5,8%	809	+3,7%
Charges d'exploitation	(232)	(4,5%)	(461)	(5,2%)
Coût du risque	(103)	+4,4%	(210)	+3,4%
Résultat net	57	+33,4%	90	+12,4%
Résultat net part du Groupe	41	+34,3%	65	+9,8%

En Italie, Cariparma poursuit la transformation de son réseau et affiche des résultats en progression par rapport au trimestre précédent. L'encours des crédits s'établit à 33,3 milliards d'euros au 30 juin 2014, en hausse de 0,7% par rapport au 30 juin 2013 dont +4,7% sur les crédits à l'habitat. L'encours global de collecte bilan atteint quant à lui 35,7 milliards d'euros. Ainsi, Cariparma présente un ratio crédits (nets des provisions individuelles) rapporté à la collecte de 89%. Par ailleurs, la collecte hors bilan de Cariparma s'élève à 54,1 milliards d'euros à fin juin 2014 contre 50,2 milliards d'euros à fin juin 2013. Comme au trimestre précédent, l'assurance-vie et les OPCVM restent très dynamiques. Leur encours a progressé de 15,3% par rapport à fin juin 2013.

Le produit net bancaire progresse de 5,8% entre le deuxième trimestre 2013 et le deuxième trimestre 2014 grâce notamment à l'amélioration de la marge sous l'effet de la baisse du coût moyen de la collecte et du placement de l'excédent de liquidité auprès des autres entités italiennes du groupe. La hausse des commissions soutenues par la production en hors bilan impacte également favorablement le produit net bancaire.

Les charges d'exploitation diminuent de 4,5% entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2013 en lien avec la baisse des effectifs de 2,3% sur un an et aux efforts continus d'optimisation des coûts. Le coefficient d'exploitation s'établit à 55,7% au deuxième trimestre 2014.

Le coût du risque s'établit sur le trimestre à 103 millions d'euros, en hausse de 4,4% par rapport au deuxième trimestre 2013. Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 11,9%, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 44,9%.

Au total, le résultat net part du groupe de Cariparma s'établit à 41 millions d'euros sur le trimestre à comparer à 31 millions d'euros au deuxième trimestre 2013.

Les autres entités du Groupe à l'international présentent globalement un excédent de collecte par rapport aux crédits distribués au 30 juin 2014, avec 10,5 milliards d'euros de collecte bilan pour un montant de crédits bruts s'élevant à 9,8 milliards d'euros. Les résultats du deuxième trimestre des principales filiales à l'étranger s'élèvent à 15 millions d'euros pour la filiale polonaise, 9 millions d'euros pour le Crédit du Maroc, 8 millions d'euros pour Crédit Agricole Egypt et 7 millions d'euros pour la filiale ukrainienne.

¹ Hors intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux au 31/12/2013, après la clôture des comptes de Crédit Agricole S.A., soit +80m€ en PNB, dont +92m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109m€ de coût du risque ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

² Après reclassement au T4-12 du complément de provision demandé par la Banque d'Italie, passé en AHM au T4-12 et dans la contribution de Cariparma au T1-13 (39 m€)

3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 juin 2014, les encours gérés du pôle s'élèvent à 1 198,9 milliards d'euros, en hausse de 54,6 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Cette progression des encours résulte d'une activité commerciale soutenue et bénéficie également d'un effet marché positif sur la période. Hors l'effet marché et change de +39,0 milliards d'euros, cette hausse ressort à 15,6 milliards d'euros, dont 12,6 milliards d'euros sur la gestion d'actifs et 3,6 milliards d'euros sur l'assurance épargne/retraite.

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce trimestre, à 384 millions d'euros, en baisse de 6,6% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Pour le semestre, il atteint 761 millions, réalisé à 91% par la gestion d'actifs et l'activité assurances épargne/retraite.

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2	S1-14	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 298	+1,7%	2 554	+0,1%
Charges d'exploitation	(649)	+3,3%	(1 271)	+2,8%
Résultat brut d'exploitation	649	+0,1%	1 283	(2,4%)
Coût du risque	(40)	x14,7	(45)	x13,5
Résultat d'exploitation	609	(5,6%)	1 238	(5,6%)
Sociétés mises en équivalence	4	(26,7%)	8	(26,7%)
Gains/pertes sur autres actifs	6	ns	6	ns
Résultat avant impôt	619	(4,8%)	1 252	(5,3%)
Impôt	(202)	+1,9%	(422)	(1,0%)
Résultat net de l'exercice	417	(7,8%)	830	(7,3%)
Participations ne donnant pas le contrôle	33	(19,1%)	69	(15,4%)
Résultat net part du Groupe	384	(6,6%)	761	(6,5%)

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, les actifs sous gestion d'Amundi s'élèvent à fin juin 2014 à 821,4 milliards d'euros (+5,7% par rapport à fin décembre 2013). Sur le semestre, la collecte nette s'élève à 12,6 milliards d'euros. Elle a porté pour 17,7 milliards d'euros sur des actifs longs, à la fois en gestion active et en gestion passive, et a été tirée par l'ensemble des segments de clientèle, notamment les institutionnels (+6,9 milliards), les distributeurs tiers (+4,3 milliards d'euros), et les réseaux internationaux (+1,9 milliard d'euros). Sur les réseaux France, la décollecte a été quasi enrayée et s'établit, hors monétaire, à -0,3 milliard d'euros. L'effet marché et change s'élève, quant à lui, à 31,7 milliards d'euros sur la même période. Toujours sur le semestre, la collecte a été réalisée à hauteur de 8,1 milliards d'euros à l'international, avec une contribution positive sur toutes les zones géographiques.

Les résultats reflètent cette bonne dynamique ainsi que l'évolution favorable des marchés financiers depuis le début de l'année. Amundi affiche ainsi un résultat brut d'exploitation en hausse de 4,6% sur le premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013 et une progression de 12,1% sur le deuxième trimestre 2014 par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Cette bonne performance traduit la croissance d'un produit net bancaire dopé par le niveau élevé des commissions de surperformance sur le deuxième trimestre, alors que les charges restent maîtrisées, avec un coefficient d'exploitation maintenu sur le semestre à 54,8%. Les charges présentent,

hors les dépenses engendrées par les nouvelles entités¹, une augmentation de 2,3% sur le deuxième trimestre 2014 par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente et de 1,2% sur le premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013. Au total, après un impact défavorable lié à l'augmentation du taux d'imposition en France à 38%, le résultat net part du Groupe d'Amundi s'établit à 92 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, et 167 millions d'euros pour le premier semestre, bénéficiant de l'augmentation de la quote-part de détention à 80%.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** poursuit la trajectoire croissante des encours conservés, avec une progression de 7,8% sur un an pour atteindre 2 352 milliards d'euros à fin juin 2014. Par ailleurs, CACEIS a annoncé le renouvellement pour 5 ans du mandat auprès de CNP Assurances, portant sur un montant d'actifs de 280 milliards d'euros. Les encours administrés sont également en progression à 1 332 milliards d'euros, affichant sur la même période une hausse de 5,4%.

Les résultats du métier sont en recul par rapport au deuxième trimestre 2013 sous l'effet du repli de la marge d'intérêt (hausse de la part des titres HQLA, faiblement rémunérés et baisse des *spreads*). Le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit ainsi à 19 millions d'euros, en baisse de 47,9% par rapport au deuxième trimestre 2013. Pour le semestre, il s'établit à 38 millions d'euros.

L'activité **Banque privée** dans le Groupe voit ses encours gérés progresser de 2,5% par rapport au 31 décembre 2013 pour s'établir à 135,5 milliards d'euros au 30 juin 2014 bénéficiant notamment d'un effet marché positif permettant de plus que compenser la décollecte de 0,6 milliard d'euros enregistrée au premier semestre 2014 .

Sur le périmètre France, les encours, à 63,2 milliards d'euros, sont en augmentation de 2,3% par rapport au 31 décembre 2013. A l'international, la hausse est de 2,6% pour atteindre 72,3 milliards d'euros.

Affecté par des provisions à caractère juridique, le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre 2014 s'établit à 5 millions d'euros, en baisse de 86,2% par rapport au deuxième trimestre 2013. Il s'élève à 28 millions d'euros pour le premier semestre 2014.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 7,1 milliards d'euros au 30 juin 2014, en progression de 18,4% par rapport au deuxième trimestre 2013.

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2	S1-14	Variation S1/S1
Produit net bancaire	544	+5,4%	1 104	+4,4%
Charges d'exploitation	(156)	+7,3%	(303)	+5,3%
Résultat brut d'exploitation	388	+4,7%	801	+4,0%
Coût du risque	-	ns	-	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	-	ns
Impôt	(119)	+8,1%	(271)	+6,5%
Résultat net de l'exercice	269	+3,1%	530	+2,8%
Résultat net part du Groupe	268	+3,0%	528	+2,7%

En Epargne / retraite, le Groupe a réalisé d'excellentes performances avec un chiffre d'affaires de 5,7 milliards d'euros au deuxième trimestre 2014. En France, la croissance du chiffre d'affaires atteint 14,0% entre le deuxième trimestre 2013 et le deuxième trimestre 2014 et 3,5% entre le premier semestre 2013 et le premier semestre 2014 ; sur cette même période, le marché affiche un repli de 1,0% (source FFSA). A l'international, la hausse du chiffre d'affaires s'élève à 51,5% entre le deuxième trimestre 2013 et le deuxième trimestre 2014, dont une progression en Italie particulièrement forte (+ 60,7%) et nettement supérieure au marché (+25,0% à fin mai selon l'IAMA).

¹ Etats-Unis (Smith Breeden), Pologne, Pays-Bas

Les encours gérés s'accroissent de 5,6% sur un an et atteignent 242,0 milliards d'euros à fin juin 2014, dont 196,5 milliards d'euros pour les contrats en euros (+ 4,4% sur un an) et 45,5 milliards d'euros pour les contrats en unités de compte (+ 11,1% sur un an), qui représentent 18,8 % du total, soit +0,9 point sur un an.

Pour la ligne métier Prévoyance / santé / emprunteur, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2014 s'élève à 864 millions d'euros, en progression de 4,5% par rapport au deuxième trimestre 2013. Entre le deuxième trimestre 2013 et le deuxième trimestre 2014, le chiffre d'affaires de la Prévoyance / Santé augmente de 6,5% et celui de l'assurance Emprunteur de 2,6% grâce aux bonnes performances sur le crédit habitat.

Depuis le début de l'année, la collecte nette en épargne retraite et prévoyance s'élève à 4,3 milliards d'euros, dont 2,6 milliards d'euros en France.

L'assurance dommages maintient une dynamique commerciale très soutenue et affiche un chiffre d'affaires de 543 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2014. En France, où le Groupe réalise l'essentiel de son activité, le chiffre d'affaires est en hausse de 5,6% par rapport au deuxième trimestre 2013. Le ratio combiné¹ (net de réassurance) en France reste bien maîtrisé, à 95,9% en dépit des événements climatiques de ce premier semestre 2014.

A 268 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, le résultat net part du Groupe du pôle Assurances progresse de 3,0% par rapport au deuxième trimestre 2013 malgré la taxe systémique² et la hausse de 1,9 point du taux d'impôt sur les sociétés à 38%.

4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2	S1-14	Variation S1/S1
Produit net bancaire	678	(6,9%)	1 364	(6,3%)
Charges d'exploitation	(329)	(5,1%)	(664)	(4,4%)
Résultat brut d'exploitation	349	(8,5%)	700	(8,0%)
Coût du risque	(261)	(29,6%)	(543)	(30,3%)
Résultat d'exploitation	88	x8,5	157	ns
Sociétés mises en équivalence	37	+8,9%	68	+10,0%
Résultat avant impôt	125	x2,8	225	x5,1
Impôt	(22)	(6,8%)	(48)	+68,2%
Rés. net des activités arrêtées	(15)	ns	(9)	ns
Résultat net de l'exercice	88	x3,2	168	x6,2
Participations ne donnant pas le contrôle	7	ns	10	ns
Résultat net part du Groupe	81	+72,2%	158	x2,4

Le pôle Services financiers spécialisés confirme la progression de ses résultats au deuxième trimestre 2014 avec un résultat net part du Groupe de 81 millions d'euros contre 49 millions un an plus tôt. Dans un contexte réglementaire toujours contraint, les encours se stabilisent par rapport au trimestre précédent tant sur le crédit à la consommation que sur le crédit-bail tandis que le chiffre d'affaires factoré progresse significativement.

¹ Ratio (Sinistralité + frais généraux) / Cotisations. Concerne Pacifica.

² Taxe systémique sur l'exigence minimum en fonds propres prudentiels de Crédit Agricole S.A. au titre de sa détention de CAA, de 6 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 au titre du premier semestre 2014

En ligne avec la baisse des encours, le produit net bancaire du pôle enregistre une baisse de 6,9% par rapport au deuxième trimestre 2014 à 678 millions d'euros. Les charges sont en recul de 5,1% sur douze mois, traduisant les mesures d'optimisation des frais de recouvrement chez CACF tandis que chez CAL&F elles se stabilisent à +0,3% au deuxième trimestre 2014 par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Enfin, le coût du risque poursuit sa baisse, tant chez CACF qu'au sein de CAL&F.

Le métier **Crédit à la consommation** connaît ce trimestre une stabilisation de ses encours gérés qui s'établissent à 69 milliards d'euros grâce à une reprise de la production (+7,0% au deuxième trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent) et en dépit de la sortie effective de 400 millions d'encours relatifs à des entités nordiques cédées au trimestre précédent. La répartition géographique de ces encours est quasi inchangée par rapport au premier trimestre 2014 avec 38% des encours localisés en France, 34% en Italie et 28% dans les autres pays. Après application de IFRS11 aux *joint-ventures* automobiles et le reclassement des encours de location-financement des partenariats automobiles des encours gérés pour compte de tiers vers les encours compte propre, les encours se répartissent en 54,0 milliards d'euros d'encours pour compte propre, 12,3 milliards d'euros d'encours Crédit Agricole et 2,7 milliards d'euros d'encours gérés pour compte de tiers.

Dans le même temps, CACF a poursuivi l'un des objectifs fixé dans le plan stratégique et a renforcé son taux d'autofinancement qui progresse de 4,7 points par rapport au 31 décembre 2013 pour s'établir à 57,7%. Ces bons résultats s'appuient sur le succès confirmé de la collecte en Allemagne par CACF (passeport européen) pour un montant supérieur à 500 millions d'euros au premier semestre 2014 tandis que FGAC et Agos Ducato ont poursuivi au deuxième trimestre 2014 leur programme de titrisations et d'émissions EMTN pour un montant de 2 milliards d'euros.

Le produit net bancaire de CACF s'élève à 537 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, en baisse de 9,7 % par rapport au deuxième trimestre 2013 et de - 2,5% par rapport au premier trimestre 2014, en lien avec la baisse des encours sur un an et le coût relatif au renforcement des excédents de liquidité dans la perspective de la mise en œuvre des ratios de liquidité Bâle 3. Les charges d'exploitation reculent de 6,6% sur la même période traduisant les plans d'efficacité opérationnelle et les mesures d'optimisation des frais de recouvrement chez CACF. Le coût du risque du crédit à la consommation s'établit à 249 millions d'euros, en baisse de 26,9% par rapport au deuxième trimestre 2013, baisse liée essentiellement à Agos Ducato mais également aux autres entités du groupe CACF notamment en France (-14,7%). Il représente 256 points de base sur encours et baisse de 371 points de base par rapport au trimestre précédent. Le coût du risque d'Agos Ducato s'établit quant à lui à 149 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, en baisse de 33,2% par rapport au deuxième trimestre 2013. Il représente désormais 93 points de base sur les 256 points de base de coût du risque sur encours totaux du crédit à la consommation. Le taux de créances dépréciées d'Agos Ducato s'élève à 12,6 % à comparer à 11,9% au trimestre précédent avec un taux de couverture sur créances dépréciées (y compris provisions collectives) toujours très élevé à 99,8%. Cette poursuite de l'amélioration du risque chez Agos Ducato permet à la filiale de maintenir sa capacité bénéficiaire. Au total, le résultat net part du Groupe de CACF ressort à 57 millions d'euros, en hausse de 76,4% sur un an.

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** voient évoluer de façon différenciée leur encours en fonction des activités et des zones géographiques. La tendance baissière se poursuit sur le crédit-bail, se traduisant par une baisse de 2,4% des encours totaux sur un an à 15,8 milliards d'euros. Inversement, les encours augmentent de 4,3% sur la même période en crédit-bail à l'international (4,0 milliards d'euros) et le chiffre d'affaires factoré augmente de 7,0% à 15,9 milliards d'euros à fin juin, comprenant une hausse de 7,6% sur la France (10,4 milliards d'euros).

Le produit net bancaire de CAL&F s'élève à 141 millions d'euros, en progression de 5,9% au deuxième trimestre 2014 par rapport au deuxième trimestre 2013 grâce à une activité en hausse sur l'affacturage et aux effets induits du désengagement en cours d'une filiale de crédit-bail. Les charges sont stables sur la même période tandis que le coût du risque baisse de 60,0% en un an. Enfin, CAL&F enregistre ce trimestre une perte de 15 millions d'euros en résultat net des activités arrêtées consécutive au désengagement en cours de la filiale de crédit-bail en Grèce, déjà gérée en run-off. Au total, le résultat net part du Groupe de CAL&F s'élève ce trimestre à 24 millions d'euros en

¹ Retraité de l'application de IFRS11 aux *joint-ventures* automobiles et reclassement des encours de location-financement des partenariats automobiles des encours gérés pour compte de tiers vers les encours compte propre

hausse de 62,0% au deuxième trimestre 2014 par rapport au deuxième trimestre 2013. Hors le résultat négatif sur la filiale de crédit-bail en Grèce, il s'élèverait à 39 millions d'euros.

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Au deuxième trimestre 2014, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** ressort à 261 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts (-14 millions d'euros en produit net bancaire), de l'effet du DVA courant (-24 millions d'euros en produit net bancaire) et de la première application du FVA (-153 millions d'euros en produit net bancaire y compris évolution de méthodologie sur CVA/DVA), le résultat net part du Groupe s'élève à 384 millions d'euros ce trimestre.

La contribution de la banque de financement à ce résultat net part du Groupe retraité s'élève à 303 millions d'euros (contre 191 millions d'euros au deuxième trimestre 2013) et celle de la banque de marché et d'investissements à 154 millions d'euros (contre 95 millions d'euros au deuxième trimestre 2013).

Les activités en cours d'arrêt ont un impact de -73 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2014, à comparer à une perte de 3 millions au deuxième trimestre 2013.

Le trimestre a été marqué par la finalisation de la cession de Newedge. Le 6 mai 2014, Crédit Agricole CIB a en effet cédé à la Société Générale sa participation de 50% dans Newedge Group. Cette opération n'a pas généré d'impact significatif sur le compte de résultat en 2014.

Total Banque de financement et d'investissement (y compris activités en cours d'arrêt)

(en millions d'euros)	T2-14	T2-14*	T2-13	T2-13*	Variation T2*/T2*
Produit net bancaire	928	1 119	994	1 030	+8,8%
<i>Dont Banque de financement</i>	634	648	509	519	+25,1%
<i>Dont Banque de marché</i>	346	523	436	462	+13,1%
<i>Dont Activités en cours d'arrêt</i>	(52)	(52)	49	49	ns
Charges d'exploitation	(565)	(565)	(567)	(567)	(0,4%)
Résultat brut d'exploitation	363	554	427	463	+20,1%
Coût du risque	(49)	(49)	(105)	(105)	(52,3%)
Résultat d'exploitation	314	505	322	358	+41,3%
Sociétés mises en équivalence	46	46	39	39	+15,8%
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	(1)	2	2	ns
Résultat avant impôt	359	550	363	399	+37,5%
Impôt	(99)	(165)	(98)	(111)	+50,5%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	8	8	(9)	0	ns
Résultat net	268	393	256	288	+35,6%
Participations ne donnant pas le contrôle	7	9	5	5	+61,7%
Résultat net part du Groupe	261	384	251	283	+35,0%

* Retraité des couvertures de prêts, FVA Day One et évolution de la méthodologie CVA/DVA (T2-14) et DVA courant
NB : pour les données 2013, UBAF présentée selon la nouvelle application de IFRS 11

Les revenus de la **banque de financement** s'élèvent à 648 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, hors impact des couvertures de prêts. Ils intègrent ce trimestre le dénouement favorable d'un dossier du pôle « banque commerciale et autres » pour +81 millions d'euros. Ces bonnes performances sont atteintes grâce à une production soutenue associée à une consommation de liquidité plus efficace. En banque commerciale, les revenus atteignent 342 millions d'euros, y compris impact du dénouement du dossier précité, avec un bon niveau tant de la marge d'intérêt que des commissions. En financements structurés, la bonne tenue des revenus sur la période, à 306 millions d'euros, permet d'afficher une croissance de +1,3%, tirée par l'*Asset Finance*. Le produit net bancaire annualisé rapporté à la consommation de liquidité atteint le niveau record de 2,80% au deuxième trimestre 2014, contre 2,36% au premier trimestre 2014 et 2,40% au deuxième trimestre 2013.

Crédit Agricole CIB maintient ses positions concurrentielles sur les activités de syndication en France (première place¹). Il se positionne également en deuxième position en Europe de l'Ouest et sur la zone EMEA¹ et passe du troisième au deuxième rang¹ en syndication de prêts aux entreprises sur la zone EMEA. Crédit Agricole CIB conserve par ailleurs son rang de leader mondial sur le financement aéronautique². Finalement, CACIB passe de la quatrième à la deuxième place en tant que teneur de livres dans les financements à effet de levier européens sur la zone EMEA¹.

Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** s'élèvent à 523 millions au deuxième trimestre 2014, hors impacts DVA courant, FVA Day One et évolution de la méthodologie CVA/DVA, en progression de 13,1% par rapport au deuxième trimestre 2013, qui incluait les revenus des courtiers pour 17 millions d'euros.

A 443 millions d'euros ce trimestre hors impacts DVA courant, FVA Day One et évolution de la méthodologie CVA/DVA, les revenus des activités de *Fixed Income* progressent par rapport aux trimestres précédents (notamment +13,3% par rapport au deuxième trimestre 2013), portés par le dynamisme de la trésorerie (effet de base favorable) et des activités *Credit & Rates*. Crédit Agricole CIB maintient son premier rang en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP³. Par ailleurs, CACIB se situe à la troisième place mondiale sur les émissions obligataires supranationales et sur les émissions obligataires des agences en euros¹.

La banque d'investissement affiche de très bonnes performances ce trimestre (+12,7% par rapport au deuxième trimestre 2013) grâce à des opérations significatives notamment pour les activités de fusions-acquisitions. Les revenus s'élèvent à 80 millions d'euros. CACIB progresse ainsi de la huitième à la troisième place pour les opérations de fusions-acquisitions achevées avec une participation française¹ et passe de la sixième à la première position en tant que teneur de livres sur l'offre de convertibles en France¹.

La VaR reste à un niveau très faible de 4 millions d'euros au 30 juin 2014 (6 millions d'euros en moyenne sur le deuxième trimestre 2014).

Par ailleurs, le produit net bancaire du deuxième trimestre 2014 de la **Banque de financement et d'investissement** inclut un impact de -167 millions d'euros lié à la première application du *funding valuation adjustment* (FVA, ou prise en compte du coût de refinancement dans la valorisation des dérivés non collatéralisés). Il inclut également deux éléments spécifiques se compensant largement, à savoir d'une part une dépréciation pour -62 millions d'euros sur des portefeuilles de créances immobilières européennes acquises sur le marché secondaire (localisés dans les activités en cours d'arrêt), et d'autre part le dénouement favorable d'un dossier du pôle « banque commerciale et autres » pour +81 millions d'euros.

Les charges de la **Banque de financement et d'investissement** enregistrent une baisse de 0,4% entre le deuxième trimestre 2013⁴ et le deuxième trimestre 2014.

Au deuxième trimestre 2014, le coût du risque se traduit par une dotation nette de 49 millions d'euros, en baisse par rapport au deuxième trimestre 2013 (105 millions d'euros).

¹ Source : Thomson Financial

² Source : Air Finance Database

³ Source : CPWare

⁴ Le deuxième trimestre 2013 intégrait les charges du courtage (CLSA New York et Tokyo) pour 21 millions d'euros, entités reclassées en IFRS 5 au troisième trimestre 2013

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 46 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, intégrant principalement la contribution de Al Bank Saudi Al Fransi (BSF).

Au final, le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre 2014 de la **Banque de financement et d'investissement** s'élève à 261 millions d'euros.

6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T2-14	Variation T2/T2	S1-14	Variation S1/S1
Produit net bancaire	(573)	+52,3%	(1 136)	(9,4%)
Charges d'exploitation	(227)	+5,1%	(439)	+1,7%
Résultat brut d'exploitation	(800)	+35,1%	(1 575)	(6,6%)
Coût du risque	13	x8,3	94	+41,7%
Résultat d'exploitation	(787)	+33,3%	(1 481)	(8,6%)
Sociétés mises en équivalence	(2)	(94,3%)	33	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	(77,8%)	5	ns
Résultat avant impôts	(789)	+28,1%	(1 443)	(14,6%)
Impôts	325	+67,2%	583	(0,3%)
Résultat net	(464)	+10,0%	(860)	(22,2%)
Participations ne donnant pas le contrôle	23	(29,0%)	56	(32,4%)
Résultat net part du Groupe	(487)	+7,2%	(916)	(22,9%)

Au deuxième trimestre 2014, le produit net bancaire du pôle s'établit à -573 millions d'euros, contre -376 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. Il intègre notamment ce trimestre le coût des volets 1 et 2 du Switch pour -186 millions d'euros (-112 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 y compris la rémunération de l'avance d'actionnaires et des T3CJ), des impacts favorables relatifs à la gestion active du portefeuille et le dénouement de positions ALM et la variation de la juste valeur des obligations échangeables en actions d'Eurazeo pour 23 millions d'euros (-41 millions d'euros au premier trimestre 2014). Le *spread* émetteur de Crédit Agricole CIB et celui lié aux contrats d'assurances en UC ont un impact de -239 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 à comparer à un produit de 68 millions d'euros un an auparavant.

Les charges d'exploitation augmentent de 5,1% par rapport au deuxième trimestre 2013, sous l'effet de charges centrales additionnelles dues notamment aux exercices réglementaires en cours (AQR, stress tests).

Le coût du risque bénéficie ce trimestre d'une reprise de 30 millions d'euros sur un dossier.

Le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à -487 millions d'euros au deuxième trimestre 2014 (et à -332 millions d'euros hors impacts des *spreads* émetteur).

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 703 milliards d'euros au 30 juin 2014. Les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international ont augmenté leur collecte bilan de 2,3% par rapport au 30 juin 2013 pour atteindre 479 milliards d'euros. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 610 milliards d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	T2-14	Variation T2/T2	S1-14	Variation S1/S1
Produit net bancaire	7 593	(3,5%)	15 346	+0,9%
Charges d'exploitation	(4 812)	+1,1%	(9 503)	+0,4%
Résultat brut d'exploitation	2 781	(10,4%)	5 843	+1,8%
Coût du risque	(740)	(23,1%)	(1 647)	(22,0%)
Résultat d'exploitation	2 041	(4,8%)	4 196	+15,7%
Sociétés mises en équivalence	(624)	ns	(527)	ns
Résultat net sur autres actifs	3	+29,8%	3	(83,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	(1)	ns
Résultat avant impôts	1 420	(34,2%)	3 671	(1,0%)
Impôts	(637)	(9,2%)	(1 383)	+18,6%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	(2)	ns	5	ns
Résultat net	781	(46,9%)	2 293	(10,9%)
Résultat net part du Groupe	705	(49,1%)	2 125	(11,8%)

Au deuxième trimestre 2014, le groupe Crédit Agricole réalise un **produit net bancaire** de 7 593 millions d'euros, en baisse de 3,5% par rapport au deuxième trimestre 2013. Retraité des éléments non liés à l'activité (*spreads* émetteur, DVA, couvertures de prêts FVA Day One et évolution de la méthodologie CVA/DVA), le produit net bancaire s'inscrit en hausse de 2,4%. Cette évolution traduit pour l'essentiel la bonne tenue de l'activité dans les métiers cœur à savoir la banque de proximité et les métiers de l'épargne, ainsi que les bonnes performances en Banque de financement et d'investissement.

Les **charges d'exploitation** présentent une hausse de 1,1% par rapport au deuxième trimestre 2013.

Le **coût du risque** est en recul de 23,1% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2013. Il s'établit à 37 points de base sur encours au deuxième trimestre 2014 à comparer à 45 points de base au deuxième trimestre 2013. Ce recul est particulièrement marqué en Banque de proximité en France ainsi que pour les Services financiers spécialisés.

Le résultat des **sociétés mises en équivalence** s'établit à - 624 millions d'euros sur le trimestre, intégrant -708 millions d'euros au titre de la quote-part du groupe dans le résultat du BES.

Au total, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 705 millions d'euros contre 1 385 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. Hors impact du BES, *spreads* émetteur, DVA, couvertures de prêts FVA Day One et évolution de la méthodologie CVA/DVA, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 1 694 millions d'euros contre 1 373 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. La hausse provient notamment de l'amélioration des résultats de la Banque de proximité à l'international, hors BES, et des résultats de la Banque de financement et d'investissement.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le deuxième trimestre 2014 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Relations Presse	Relations Investisseurs +33 (0) 1 43 23 04 31
Anne-Sophie Gentil +33 (0)1 43 23 37 51	Denis Kleiber +33 (0)1 43 23 26 78
Charlotte de Chavagnac +33 (0)1 57 72 11 17	Nathalie Auzenat +33 (0)1 57 72 37 81
Alexandre Barat + 33 (0)1 43 23 07 31	Sébastien Chavane +33 (0)1 57 72 23 46
	Aleth Degrand + 33 (0)1 43 23 23 81
	Fabienne Heureux +33 (0)1 43 23 06 38
	Marie-Agnès Huguenin +33 (0)1 43 23 15 99
	Laurence Gascon +33 (0)1 57 72 38 63
	Aurélie Marboeuf + 33 (0)1 57 72 38 05

Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois arrêtée au 30 juin 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Les chiffres présentés ont été établis conformément à IAS 34 "information financière intermédiaire".

Les procédures d'examens limités sur les comptes intermédiaires résumés de Crédit Agricole S.A. ont été effectuées. Le rapport d'examen limité est en cours d'émission.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.